

Art. 8. Notre Ministre chargée des Classes moyennes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Art. 8. Onze Minister belast met Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2005 — 3196

[S - C - 2005/22910]

10 NOVEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant les articles 17bis et 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à étendre la réglementation actuelle selon laquelle dans certaines conditions le travail des étudiants n'est pas soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Ce projet vise également à déterminer les conséquences d'un dépassement du nombre autorisé de jours de travail.

Le projet d'arrêté royal porte notamment le nombre de jours d'occupation, pendant lesquels les étudiants ne doivent pas être assujettis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à 46 jours de travail, divisés en deux périodes d'occupation auxquelles correspondent deux taux pour le paiement de la cotisation de solidarité.

Le premier taux de 7,5 p.c., soit 5 p.c. à charge de l'employeur et 2,5 p.c. à charge du travailleur, reste d'application pour les étudiants qui travaillent pendant maximum 23 jours au cours des mois de juillet, août et septembre.

Un second taux de 12,5 p.c., soit 8 p.c. à charge de l'employeur et 4,5 p.c. à charge du travailleur, est instauré pour les étudiants qui travaillent pendant maximum 23 jours durant les périodes de présence non obligatoire dans les établissements d'enseignement, à l'exception des mois de juillet, août et septembre, pour lesquels le taux précité de 7,5 % est d'application.

Le projet d'article 17bis, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, détermine les conséquences d'un dépassement du nombre autorisé de jours de travail.

Le non-assujettissement à la sécurité sociale de l'étudiant et de l'employeur est une exception au principe général. Si le dépassement a lieu auprès du même employeur, l'étudiant et l'employeur seront assujettis au régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour la période d'occupation complète auprès de cet employeur. Si le dépassement a lieu auprès d'un employeur suivant, toutes les prestations effectuées par l'étudiant auprès de cet employeur feront l'objet d'un assujettissement à ce régime. Le travail accompli par l'étudiant chez un autre employeur avant que le nombre maximum de jours de travail ait été dépassé ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la réglementation générale en matière de cotisations.

Cette disposition vise à protéger les employeurs qui n'ont pas causé le dépassement du nombre de jours de travail. En effet, il appartiendra à l'employeur de payer les cotisations normales de sécurité sociale (tant les cotisations à charge de l'étudiant que celles à charge de l'employeur) en cas de non-respect du plafond.

Contrairement à la remarque du Conseil d'Etat, l'employeur, et non pas l'étudiant, devra donc payer les cotisations restantes du travailleur.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2005 — 3196

[S - C - 2005/22910]

10 NOVEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 17bis en 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen heeft tot doel de bestaande regeling waaronder studentenarbeid onder bepaalde voorwaarden niet is onderworpen aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders uit te breiden.

Dit ontwerp beoogt ook de gevolgen van een overschrijding van het toegelaten aantal arbeidsdagen vast te leggen.

Het ontwerp van koninklijk besluit brengt het aantal dagen tewerkstelling gedurende dewelke studenten niet onderworpen moeten zijn aan de voornoemde wet van 27 juni 1969 op 46 arbeidsdagen, opgesplitst in twee tewerkstellingsperiodes waarmee twee percentages voor de betaling van de solidariteitsbijdrage overeenstemmen.

Het eerste percentage van 7,5 procent, waarvan 5 procent ten laste van de werkgever en 2,5 procent ten laste van de werknemer, blijft van toepassing voor de studenten die gedurende maximum 23 dagen werken in de loop van de maanden juli, augustus en september.

Een tweede percentage van 12,5 procent, waarvan 8 procent ten laste van de werkgever en 4,5 procent ten laste van de werknemer, wordt ingevoerd voor de studenten die maximaal 23 dagen werken gedurende de periodes van niet verplichte aanwezigheid in de onderwijsinstellingen, met uitzondering van de maanden juli, augustus en september, waarvoor het voornoemde percentage van 7,5 % van toepassing is.

Het ontworpen artikel 17bis, § 2, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, bepaalt de gevolgen van een overschrijding van het toegelaten aantal arbeidsdagen.

De niet-onderwerping aan de sociale zekerheid van de student en de werkgever is een uitzondering op het algemene principe. Gebeurt de overschrijding bij dezelfde werkgever, dan zullen de student en de werkgever voor de volledige periode van tewerkstelling bij deze werkgever onderworpen zijn aan het algemene stelsel van de sociale zekerheid voor werknemers. Gebeurt de overschrijding bij een volgende werkgever, dan zullen alle prestaties die de student bij deze werkgever gepresteerd heeft, aan deze regeling onderworpen zijn. De arbeid die de student bij een andere werkgever verricht heeft voordat het maximum aantal arbeidsdagen overschreden werd, wordt niet onderworpen aan de algemene bijdrageregeling.

Deze bepaling beoogt de werkgevers te beschermen die de overschrijding van het aantal arbeidsdagen niet hebben veroorzaakt. Het is immers de werkgever die ingeval van niet naleving van deze drempel de normale socialezekerheidsbijdragen (zowel de bijdragen ten laste van de student als deze ten laste van de werkgever) zal moeten betalen.

In tegenstelling tot de opmerking van de Raad van State is het dus de werkgever, en niet de student zelf, die de resterende werknemersbijdragen zal moeten betalen.

L'employeur doit en effet retenir ces cotisations à temps de la rémunération brute du travailleur. S'il ne le fait pas, il devra payer lui-même les cotisations du travailleur non retenues à temps. L'Office National de Sécurité sociale ne peut en aucun cas récupérer ultérieurement ces cotisations auprès du travailleur.

L'idée du Conseil d'Etat d'introduire, à l'instar de la carte de bénévole et de la carte « artistes », une carte d'étudiants, ne peut pas être approuvée.

La carte de bénévole et la carte « artistes » ont été introduites pour permettre une meilleure traçabilité et un meilleur contrôle des activités dans ces secteurs. Etant donné que les prestations effectuées par les étudiants sont déjà déclarées à l'Office national de Sécurité sociale, il n'est pas nécessaire d'étendre le système de la carte de bénévole et de la carte « artistes » au travail des étudiants.

L'article 2 du projet prévoit que la formule de l'article 24, 1^o, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs n'est plus applicable au travail des étudiants, visé à l'article 17bis du même arrêté royal du 28 novembre 1969.

L'article 24 vaut uniquement pour les travailleurs occupés à temps plein. La formule leur permet de travailler en pratique plus de 23 jours, notamment 27 jours au maximum, sans être assujettis au régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Les étudiants occupés à temps partiel ne peuvent bénéficier de cet avantage et sont donc discriminés.

L'article 2 du projet vise donc à supprimer, d'une part, la discrimination existante entre les étudiants occupés à temps plein et ceux occupés à temps partiel et, d'autre part, la possibilité de fournir des prestations sans être assujetti au régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés pendant plus de 23 jours de travail.

La disposition finale du projet d'arrêté royal prévoit que la nouvelle réglementation produit ses effets le 1^{er} juillet 2005. Dès lors, les prestations de travail que l'étudiant a fournies au cours de la période du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2005 inclus n'entrent pas en considération pour l'application du projet de réglementation.

L'étudiant peut utiliser intégralement cette nouvelle période de 23 jours de travail pendant l'année 2005, au cours du 4^e trimestre, sans être assujetti au régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés. En effet, cette nouvelle période de 23 jours de travail vaut pour une année civile. Dès lors, le nombre de jours de travail pour l'année 2005 n'est pas proratisé.

Le Conseil d'Etat a fait remarquer à juste titre que le projet d'arrêté royal doit être complété d'une disposition en ce sens, afin d'éviter toute insécurité juridique.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
les très respectueux,
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE
Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

AVIS 38.988/1/V
DE LA SECTION LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacances, saisi par le Ministre de l'Emploi, le 9 août 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant les articles 17bis et 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs", a donné le 1^{er} septembre 2005 l'avis suivant :

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est essentiellement limitée à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

De werkgever dient immers deze bijdragen tijdig in te houden van het brutoloon van de werknemer. Doet hij dit niet, dan moet hij de niet tijdig ingehouden werknemersbijdragen zelf betalen. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid mag deze bijdragen geenszins achteraf op de werknemer verhalen.

Het idee van de Raad van State om, in navolging van de vrijwilligerskaart en de kunstenaarskaart, een studentenkaart in te voeren, kan niet worden onderschreven.

De vrijwilligers- en kunstenaarskaart werd ingevoerd om de activiteiten binnen deze sectoren beter te kunnen traceren en controleren. Aangezien de prestaties die studenten verrichten reeds worden aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, is het niet nodig om het systeem van de vrijwilligers- en kunstenaarskaart tot de studentenarbeid uit te breiden.

Artikel 2 van het ontwerp voorziet dat de formule van artikel 24, 1^o, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders niet langer van toepassing is op de studentenarbeid, zoals bedoeld in artikel 17bis van hetzelfde koninklijk besluit van 28 november 1969.

Artikel 24 geldt enkel voor voltijds tewerkgestelde studenten. Dankzij de formule kunnen zij in praktijk langer dan 23 dagen, m.n. maximaal 27 dagen, werken zonder onderworpen te zijn aan het algemene stelsel van de sociale zekerheid voor werknemers. Deeltijds tewerkgestelde studenten kunnen niet genieten van dit voordeel en worden dus gediscrimineerd.

Artikel 2 van het ontwerp beoogt dus de afschaffing van enerzijds de bestaande discriminatie tussen voltijds en deeltijds tewerkgestelde studenten en anderzijds de mogelijkheid om gedurende meer dan 23 arbeidsdagen prestaties te leveren zonder onderworpen te zijn aan het algemene stelsel van de sociale zekerheid voor werknemers.

De slotbepaling van het ontwerp van koninklijk besluit voorziet dat de nieuwe regeling uitwerking heeft met ingang van 1 juli 2005. Dit betekent dat de arbeidsprestaties die de student in de periode van 1 januari 2005 tot en met 30 juni 2005 geleverd heeft niet in aanmerking komen voor de toepassing van de ontworpen regeling.

De student kan deze nieuwe periode van 23 arbeidsdagen in het jaar 2005 volledig gebruiken tijdens het 4e kwartaal zonder dat hij onderworpen is aan de algemene regeling van de sociale zekerheid voor werknemers. Deze nieuwe periode van 23 arbeidsdagen geldt immers voor een kalenderjaar. Bijgevolg wordt het aantal arbeidsdagen voor het jaar 2005 niet geproratiseerd.

De Raad van State merkt terecht op dat het ontwerp van koninklijk besluit best aangevuld wordt met een bepaling in deze zin om rechtsonzekerheid te vermijden.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE
De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

ADVIES 38.988/1/V
VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 9 augustus 2005 door de Minister van Werk verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de artikelen 17bis en 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders", heeft op 1 september 2005 het volgende advies gegeven :

Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft de afdeling wetgeving haar onderzoek in hoofdzaak beperkt tot de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de te vervullen vormvereisten.

Portée et fondement juridique du projet

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise essentiellement à assouplir les conditions dans lesquelles les étudiants peuvent exécuter un travail dans le cadre d'un contrat de travail sans être soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Le fondement juridique est procuré par l'article 2, § 1^{er}, 4^o, de la loi précitée du 27 juin 1969 qui confère au Roi le pouvoir de "soustraire, dans les conditions qu'il détermine, à l'application de (cette) loi des catégories de travailleurs occupés à un travail qui constitue dans leur chef un emploi accessoire ou qui est essentiellement de courte durée ainsi que les employeurs du chef de l'occupation de ces travailleurs" et ce, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avoir obtenu l'avis du Conseil national du travail.

Observation préalable

Il faut revoir la numérotation des articles du projet dès lors qu'il est fait mention de l'article 3 à deux reprises.

Examen du texte

Article 1^{er}

Il ressort de l'article 17bis, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs qu'en ce qui concerne les effets qui, du point de vue du régime de cotisation, découlent du dépassement du nombre maximal de jours de travail, il y a une distinction entre deux catégories d'étudiants, à savoir ceux qui sont occupés exclusivement par un seul employeur et ceux qui sont occupés par plusieurs employeurs.

Alors que pour la première catégorie d'étudiants, la totalité du montant des cotisations de sécurité sociale est due lorsque le nombre maximal de jours de travail est dépassé, seules sont dues, en ce qui concerne les étudiants occupés par plusieurs employeurs et en cas de dépassement du nombre maximal de jours de travail, les cotisations de sécurité sociale pour les jours de travail effectués auprès de l'employeur qui les a occupés au moment du dépassement du nombre maximal, précité. On n'aperçoit pas la raison d'une telle différence de traitement, d'autant que pour tous les étudiants, y compris ceux qui sont occupés par plusieurs employeurs, il est possible de tenir le compte des jours de travail qu'ils ont effectués (1).

Pour que la distinction précitée soit conforme au principe constitutionnel de l'égalité et de la non-discrimination, elle doit se fonder sur un critère objectif et pouvoir être raisonnablement justifiée (2). Si tel n'est pas le cas, il y a lieu d'adapter la règle en projet, afin qu'elle soit conforme au principe constitutionnel précité, de manière telle que les étudiants occupés par plusieurs employeurs soient également tenus de payer la totalité du montant des cotisations de sécurité sociale en cas de dépassement du nombre maximal de jours de travail.

Article 2

L'article 2 du projet vise à compléter l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 par un 3^o. Compte tenu de la portée de la disposition en projet, qui fait explicitement référence à "la formule visée au 1^o, alinéa 2, (de l'article 24)", il serait préférable, dans un souci de clarté, de l'insérer à l'article 24, 1^o, au lieu de le faire figurer dans un article 24, 3^o, distinct.

Observation finale

Le régime en projet produit ses effets (non : entre en vigueur) le 1^{er} juillet 2005. Il n'apparaît cependant pas clairement si les prestations de travail fournies par un étudiant entre le 1^{er} janvier 2005 et le 1^{er} juillet 2005 sont également soumises à l'application du régime en

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt er in essentie toe om de voorwaarden te versoepelen waaronder studenten arbeid kunnen verrichten in het kader van een arbeidsovereenkomst zonder te zijn onderworpen aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Rechtsgrond daartoe wordt geboden door artikel 2, § 1, 4^o, van de voornoemde wet van 27 juni 1969 dat aan de Koning de bevoegdheid verleent om, bij een besluit dat in de Ministerraad is overlegd en na het advies van de Nationale Arbeidsraad te hebben ingewonnen, "onder de voorwaarden die Hij bepaalt, aan de toepassing van deze wet (te) onttrekken de categorieën van werknemers, tewerkgesteld aan een arbeid die voor hen een bijkomstige betrekking is of die wezenlijk van korte duur is, evenals de werkgevers uit hoofde van de tewerkstelling van die werknemers".

Voorafgaande opmerking

De nummering van de artikelen van het ontwerp dient te worden herzien aangezien er tweemaal melding wordt gemaakt van artikel 3.

Onderzoek van de tekst

Artikel 1

Het ontworpen artikel 17bis, § 2, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, doet ervan blijken dat, wat de gevolgen betreft die op het vlak van de bijdrageregeling voortvloeien uit het overschrijden van het maximum aantal arbeidsdagen, een onderscheid bestaat tussen twee categorieën van studenten, zijnde die welke uitsluitend bij één werkgever zijn tewerkgesteld en zij die bij verschillende werkgevers zijn tewerkgesteld.

Waar ten aanzien van de eerste categorie van studenten een overschrijding van het maximum aantal arbeidsdagen tot gevolg heeft dat het volledige bedrag van socialezekerheidsbijdragen is verschuldigd, zijn ten aanzien van de studenten die bij verschillende werkgevers werden tewerkgesteld in geval van overschrijding van het maximum aantal arbeidsdagen enkel socialezekerheidsbijdragen verschuldigd voor de arbeidsdagen die zijn gepresteerd bij de werkgever bij wie ze zijn tewerkgesteld op het ogenblik van het overschrijden van het voornoemde maximum. Het is niet duidelijk waarom dergelijk verschil in behandeling wordt gemaakt, temeer daar het voor alle studenten, inclusief zij die bij verschillende werkgevers zijn tewerkgesteld, mogelijk is om bij te houden hoeveel arbeidsdagen zij hebben gepresteerd (1).

Opdat het vermelde onderscheid in overeenstemming zou zijn met het grondwettelijke beginsel van de gelijkheid en de niet-discriminatie, dient het te steunen op een objectief criterium en moet het in redelijkheid kunnen worden verantwoord (2). Indien dat niet het geval is, dient, wil zij in overeenstemming zijn met het voornoemde grondwettelijke beginsel, de ontworpen regeling op dergelijke wijze te worden aangepast dat ook studenten die bij verschillende werkgevers zijn tewerkgesteld, zijn gehouden tot het betalen van het volledige bedrag van de socialezekerheidsbijdragen bij overschrijding van het maximum aantal arbeidsdagen.

Artikel 2

Artikel 2 van het ontwerp strekt ertoe artikel 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 aan te vullen met een 3^o. Rekening houdende met de draagwijdte van de ontworpen bepaling, die uitdrukkelijk refereert aan "de formule bedoeld in 1^o, tweede lid, (van artikel 24)", wordt deze ter wille van de duidelijkheid beter geïntegreerd in artikel 24, 1^o, in plaats van te worden opgenomen in een afzonderlijk artikel 24, 3^o.

Slotopmerking

De ontworpen regeling heeft uitwerking (niet : treedt in werking) met ingang van 1 juli 2005. Het blijft echter onduidelijk of de arbeidsprestaties die een student heeft geleverd tussen 1 januari 2005 en 1 juli 2005 ook in aanmerking komen voor de toepassing van de

projet, d'autant que celui-ci porte sur une année civile. Afin de ne pas créer d'insécurité juridique sur ce point, il serait préférable de compléter le projet par une disposition apportant les précisions nécessaires en la matière.

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

D. Albrecht et J. Smets, conseillers d'Etat;

Mme G. Verberckmoes, greffier;

Le rapport a été présenté par M. B. Steen, auditeur adjoint.

Le Greffier,

Le Président,

G. Verberckmoes.

M. Van Damme.

Note

(1) Cette possibilité n'existe pas de la même façon pour les différents employeurs de l'étudiant concerné. A cet égard, la question peut se poser de savoir s'il ne faut pas envisager un système de carte d'étudiants pour des raisons pratiques, à l'instar de la carte bénévole (article 17quinquies, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969) et la carte « artistes » (article 17sexies du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 3 juillet 2005), afin de permettre aux employeurs de contrôler le nombre de jours de travail accordé à l'étudiant.

(2) Une telle justification ne peut pas consister à souligner la nécessité d'éviter des problèmes administratifs.

10 NOVEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant les articles 17bis et 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1^{er}, 4^o;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 17bis, remplacé par l'arrêté royal du 24 juin 1991, et modifié par les arrêtés royaux des 8 août 1997, 2 juin 1998 et du 26 mai 2002, et l'article 24 remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 2001;

Vu l'avis du Conseil national du travail n° 1.524, donné le 12 juillet 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 juillet 2005;

Vu l'avis 38.988/1/V du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} septembre 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Emploi et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 17bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par l'arrêté royal du 24 juin 1991, et modifié par les arrêtés royaux des 8 août 1997, 2 juin 1998 et du 26 mai 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sont soustraits à l'application de la loi, les étudiants qui sont occupés dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants, visé au titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, lorsque cette occupation ne dépasse pas 46 jours de travail, pendant une année civile, répartis comme suit :

— 23 jours de travail, au cours des mois de juillet, août et septembre;

— 23 jours de travail, pendant les périodes de présence non obligatoire dans les établissements d'enseignement, à l'exception des mois de juillet, août et septembre.

ontworpen regeling, temeer daar deze betrekking heeft op een kalenderjaar. Teneinde op dat punt geen rechtsonzekerheid te doen ontstaan, wordt het ontwerp best aangevuld met een bepaling die ter zake de nodige duidelijkheid verschaft.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

D. Albrecht en J. Smets, staatsraden;

Mevr. G. Verberckmoes, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Steen, adjunct-auditeur.

De griffier,

De voorzitter,

G. Verberckmoes.

M. Van Damme.

Nota

(1) Die mogelijkheid bestaat niet in dezelfde mate voor de onderscheiden werkgevers van de betrokken student. Wat dat betreft, kan de vraag worden opgeworpen of om praktische redenen niet een systeem van studentenkaart moet worden overwogen, naar het voorbeeld van de vrijwilligerskaart (artikel 17quinquies, van het koninklijk besluit van 28 november 1969) en de kunstenaarskaart (artikel 17sexies van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 juli 2005), teneinde werkgevers toe te laten om het aantal toegestane arbeidsdagen van de student te controleren.

(2) Dergelijke verantwoording kan er niet in bestaan dat wordt gewezen op de noodzaak om administratieve problemen te vermijden.

10 NOVEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 17bis en 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2, § 1, 4^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 17bis, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 juni 1991, en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 augustus 1997, 2 juni 1998 en 26 mei 2002, en artikel 24 vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad nr. 1.524 van 12 juli 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 juli 2005;

Gelet op advies 38.988/1/V van de Raad van State, gegeven op 1 september 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Werk en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 17bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 juni 1991 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 augustus 1997, 2 juni 1998 en 26 mei 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Aan de toepassing van de wet worden onttrokken, de studenten die tewerkgesteld zijn in het kader van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, bedoeld bij titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wanneer de tewerkstelling gedurende een kalenderjaar 46 arbeidsdagen niet overschrijdt, verdeeld als volgt :

— 23 arbeidsdagen in de loop van de maanden juli, augustus en september;

— 23 arbeidsdagen gedurende de periodes van niet verplichte aanwezigheid in de onderwijsinstellingen, met uitzondering van de maanden juli, augustus en september.

Sont également soustraits à l'application de la loi, les étudiants qui répondent aux conditions visées à l'alinéa précédent, et qui ont été soustraits à l'application de la loi en vertu de l'article 17.

Pour l'application de l'alinéa 1er, il n'est pas tenu compte des jours de travail prestés dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition.

§ 2. En cas de dépassement, auprès d'un même employeur, du nombre maximum de jours de travail, tel que défini au § 1^{er}, l'étudiant et l'employeur sont soumis à la loi pour la totalité de la période d'occupation auprès de cet employeur.

En cas de dépassement du nombre maximum de jours de travail, tel que défini au § 1^{er}, au cours de l'année civile, l'étudiant et l'employeur qui l'occupe après le dépassement du nombre maximum de jours de travail, sont soumis à la loi pour tous les jours de travail prestés auprès de cet employeur.

Art. 2. L'article 24, 1^o, du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Cette formule ne s'applique pas à l'article 17bis du présent arrêté. »

Art. 3. L'application du présent arrêté donne lieu à une évaluation générale du Conseil national du travail, au plus tard le 31 mars 2007.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} juillet 2005.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE
Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Worden eveneens aan de toepassing van de wet onttrokken, de studenten die de voorwaarden vervullen, bedoeld in het vorige lid, en aan de toepassing van de wet onttrokken werden met toepassing van artikel 17.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt geen rekening gehouden met de arbeidsdagen gepresteerd in het kader van een overeenkomst voor de tewerkstelling van studenten vóór de datum van inwerking-treding van deze bepaling.

§ 2. In geval van overschrijding, bij een zelfde werkgever, van het maximum aantal arbeidsdagen, zoals bedoeld bij § 1, zijn de student en de werkgever, voor de volledige periode van tewerkstelling bij deze werkgever aan de wet onderworpen.

In geval van overschrijding van het maximum aantal arbeidsdagen, zoals bepaald bij § 1, in de loop van het kalenderjaar, zijn de student en de werkgever die hem tewerkstelt na het overschrijden van het maximum aantal arbeidsdagen, voor alle bij deze werkgever gepresteerde arbeidsdagen aan de wet onderworpen.

Art. 2. Artikel 24, 1^o, van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 2001, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze formule is niet van toepassing op artikel 17bis van dit besluit. »

Art. 3. De toepassing van dit besluit geeft aanleiding tot een algemene evaluatie van de Nationale Arbeidsraad, tegen uiterlijk 31 maart 2007.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2005.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE
De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2005 — 3197

[C — 2005/22939]

16 NOVEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 mai 2003 fixant les conditions dans lesquelles une intervention peut être accordée pour les prestations définies à l'article 34, 13^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 34, alinéa 1^{er}, 13^o remplacé par la loi du 10 août 2001 et l'article 35, § 1^{er}, alinéa 5;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 2003 fixant les conditions dans lesquelles une intervention peut être accordée pour les prestations définies à l'article 34, 13^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 7 décembre 2004;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, formulée le 13 décembre 2004 et 20 décembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 janvier 2005

Vu l'accord du Notre Ministre du Budget, donné le 3 août 2005;

Vu l'avis 39.072/1 du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2005 — 3197

[C — 2005/22939]

16 NOVEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 mei 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waarin een tegemoetkoming kan worden toegekend voor de verstrekkingen omschreven in artikel 34, 13^o, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 34, eerste lid, 13^o vervangen bij de wet van 10 augustus 2001 en artikel 35, § 1, vijfde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waarin een tegemoetkoming kan worden toegekend voor de verstrekkingen omschreven in artikel 34, 13^o, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 7 december 2004;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 13 december en 20 december 2004;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 januari 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 3 augustus 2005;

Gelet op het advies 39.072/1 van de Raad van State, gegeven op 27 september 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;